

● (1450)

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CANADA ET LES
ÉTATS-UNIS—LES PRÉVISIONS CONCERNANT LA CRÉATION
D'EMPLOIS

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, je voudrais d'abord féliciter le ministre du Commerce extérieur de son nouveau poste. Je voudrais également lui poser une question au sujet du rapport déposé par le Conseil économique du Canada ce matin. D'après ce rapport qui contient une analyse des effets directs sur 10 ans de l'accord commercial, le nombre d'emplois créés sera seulement de 76 000 et non de 189 000. Cela n'indique-t-il pas que le marché conclu par le Canada est pire que le Conseil économique le croyait l'été dernier et qu'en fait nous nous sommes fait avoir par les États-Unis?

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je voudrais remercier le député de ses bonnes paroles à mon égard. Lui et moi ne lisons sans doute pas les mêmes communiqués. J'ai en main un communiqué du Conseil économique du Canada.

Il préconise au Canada de ne pas rejeter l'accord parce les forces protectionnistes américaines réussiraient probablement à faire imposer de nouvelles sanctions commerciales contre le Canada. C'est une de ses déclarations.

A la fin du deuxième communiqué, le Conseil remarque que les Canadiens devraient mettre l'accent non pas sur les chiffres précis des prévisions mais sur l'orientation générale des résultats.

Les prévisions indiquent toutes que l'accord de libre-échange permettra de promouvoir la croissance économique et de créer des emplois au Canada.

D'un bout à l'autre du Canada. C'est ce qui importe. Il s'agit d'un rapport très favorable.

M. Langdon: Monsieur le Président, je suggérerais la prochaine fois au ministre de lire le rapport au lieu du communiqué.

[Français]

LES PRÉVISIONS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE DU CANADA—LA
POSITION DU MINISTRE

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Voici ma question supplémentaire au ministre: Est-ce que le ministre est d'accord sur le fait que le changement dans la valeur du dollar, de 5 ou 6c., d'après cette analyse, que ces changements indiquent qu'on ne peut pas accepter maintenant les chiffres du Conseil économique?

[Traduction]

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, toutes les études et les prévisions sont fondées sur des hypothèses. Par conséquent, les résultats découlent des hypothèses. Le député, je crois, était universitaire avant de venir siéger à la Chambre. Nous pouvons le dire, car il formule de nombreuses hypothèses qui sont toutes défavorables au gouvernement. Par exemple le Conseil dit:

... on prévoit que l'accord provoquera la création d'environ 250 000 emplois si la productivité s'accroît au rythme prévu.

Questions orales

Puis:

Dans le contexte le plus probable, dans toutes les provinces et la plupart des industries, les emplois et le rendement augmenteront.

C'est ce que dit le Conseil. Il prétend que la raison de cette différence entre les extrapolations précédentes et actuelles est que nous n'avions pas autant accès aux services d'achats administratifs des États-Unis comme nous l'avions d'abord escompté. Cela explique ces extrapolations. Voici ce qu'il dit:

Si l'accord commercial n'est pas approuvé, le Canada pourrait perdre des emplois et des investissements car les États-Unis pourraient réagir en imposant de nouvelles mesures protectionnistes contre les exportations canadiennes.

Le député manifeste chaque jour sa crainte à l'égard du protectionnisme américain. Pourquoi n'appuie-t-il pas cette protection contre le protectionnisme américain?

* * *

[Français]

L'AIDE EXTÉRIÈRE

L'AIDE ALIMENTAIRE À L'ÉTHIOPIE—LA POSITION DE LA
MINISTRE

L'hon. André Ouellet (Papineau): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre des Relations extérieures. La ministre réalise-t-elle qu'une famine imminente risque de frapper à nouveau des milliers d'Éthiopiens, et j'aimerais que la ministre dise à cette Chambre pourquoi l'aide canadienne fort généreuse qui a été acheminée dans ce pays l'a été exclusivement dans le Sud du pays? Et, finalement, qu'est-ce que la ministre entend faire pour s'assurer que de l'aide alimentaire pourra être envoyée dans les plus brefs délais dans le Nord du pays, à tout le moins avant que les pluies ne commencent, à peu près dans six semaines?

L'hon. Monique Landry (ministre des Relations extérieures): Monsieur le Président, je remercie mon collègue pour sa question et je peux lui dire à quel point le gouvernement et moi sommes également préoccupés par la situation qui existe actuellement en Éthiopie. Comme mon honorable collègue le sait probablement, j'ai moi-même visité l'Éthiopie en février et à ce moment-là j'avais fait un rapport à la Chambre. Bien sûr, la situation a changé depuis ce temps-là. Nous savons à quel point les conflits... la guerre qui sévit dans le Nord du pays met en danger, bien sûr, plusieurs millions de vies du fait que la nourriture ne pourra peut-être pas se rendre à ces populations-là. Je peux quand même avertir mon collègue que la nourriture a été livrée dans le Nord du pays et que tous les engagements du gouvernement canadien ont été livrés à ce jour, sauf deux convois, un qui doit arriver dans les jours qui viennent et dont nous avons la garantie qu'il devrait pouvoir être livré aux populations. Quant à l'autre convoi qui est en route, nous sommes en train actuellement d'étudier les différentes possibilités et de voir si, de fait, le convoi pourra être livré aux populations. Je garantis à mon honorable collègue que nous nous préoccupons de la situation et que nous sommes en train actuellement, avec les autres pays donateurs et les organismes multilatéraux, de voir les différentes possibilités pour nous assurer que les populations ne seront pas pénalisées par la situation qui sévit en Éthiopie.